



© Dimitra



Dorothy Okello

WOUGNET, Women of Uganda Network
(Réseau des femmes ougandaises)

UGANDA

Dorothy Okello est la coordinatrice de WOUGNET, dont la mission est de promouvoir et soutenir l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour les femmes et les organisations de femmes en Ouganda. Dorothy a entraîné des femmes, des petites entreprises et des communautés rurales dans la société de l'information grâce au genre et à une politique active de plaidoyer d'utilisation des TIC ainsi que par le biais de programmes d'exécution et de suivi-évaluation.

Dorothy est également membre du Conseil stratégique du Département des Affaires économiques et sociales des Nations Unies, Alliance mondiale pour les TIC et le Développement (UNDESA-GAID).

WOUGNET est le partenaire de Dimitra pour l'Afrique de l'est (Ethiopie, Kenya, Somalie, Tanzanie et Ouganda).

Stratégies d'information et de communication pour lutter contre les inégalités de genre en matière d'accès à la terre en Afrique – le cas ougandais

1. Introduction

Sur les 29 millions d'habitants que compte l'Ouganda, plus de 80% vivent en milieu rural et leur existence est, à différents niveaux, presque totalement tributaire de l'agriculture. Il est généralement admis que l'accès à une information précise et en temps opportun, peut non seulement augmenter la productivité agricole des populations rurales, mais aussi entraîner un meilleur développement économique et social. Le gouvernement ougandais reconnaît que l'information est effectivement la clé de toute une série de programmes tels que le plan d'action pour éradiquer la pauvreté, le plan de modernisation de l'agriculture (PMA), et celui visant la prospérité pour tous. Étant donné la place centrale de l'agriculture en Ouganda, il est important de comprendre et d'aborder les inégalités de genre sous l'angle du droit foncier, de l'accès à la terre et du droit d'usage de celle-ci.

L'Ouganda fait office de modèle en matière de genre, tant au niveau du gouvernement que des ONG. Dans sa communication intitulée « Questions de genre et de développement dans le contexte ougandais », Mary Ssonko¹ note que ce pays a démontré qu'il était possible de réduire, par certaines mesures, l'écart entre hommes et femmes. Mais elle souligne aussi qu'une analyse plus approfondie révèle toute la complexité de la situation, surtout lorsqu'il s'agit des communautés de base en milieu rural. D'un côté se situent les ONG qui plaident en faveur du changement et les groupes féminins qui s'efforcent d'aider les femmes à survivre au quotidien et à transformer leur vie. De l'autre côté se trouvent les croyances et pratiques culturelles profondément ancrées, les politiques économiques adoptées par le gouvernement et la perpétuelle rhétorique dont le seul impact sur les relations de genre dans le foyer semble être d'augmenter encore davantage la charge de travail de la femme.

Les observations de Mary Ssonko vont dans le sens des résultats d'une récente étude menée par WOUNGNET sur

des femmes rurales dans 15 paroisses du district d'Apac situé au nord de l'Ouganda. L'étude, datant d'avril 2008, révèle que les femmes rurales de ce district admettent, en plus des questions de violence au foyer, de santé et d'éducation, être préoccupées par les questions de gouvernance. Elles ont appelé à être informées, éclairées et sensibilisées aux questions de santé, de revenu, de genre, d'éducation et de bonne gouvernance. De nombreuses femmes ont vivement souhaité mieux connaître leurs droits et ont déclaré : « On nous dit que, nous femmes, nous avons des droits. Mais nous ne connaissons pas nos droits. Peut-on nous apprendre ces droits ? Nos maris devraient, eux aussi, être éduqués sur nos droits. » Pour la majorité des femmes, le gagne-pain passe par l'agriculture. Les femmes ont déclaré avoir besoin d'informations agronomiques et révélé leur méconnaissance des pratiques culturelles améliorées. Elles ont exprimé le besoin d'être formées à l'alphabétisation fonctionnelle pour adultes pour pouvoir lire et écrire. Elles ont dénoncé la lourde charge de travail qui est la leur ainsi que la violence au foyer. La plupart des femmes ont raconté qu'il leur était défendu d'assister aux rencontres féminines, et que, par conséquent, elles soudoyaient leur mari avec un peu d'argent pour qu'il s'en aille boire un verre le temps de ces rencontres.

Le réseau WOUNGNET souhaite, par conséquent, aborder différentes questions liées au statut de la femme en Ouganda, surtout à l'aide des technologies d'information et de communication (TIC) pour assurer la diffusion de l'information ainsi que pour mettre à la disposition des femmes, et de leurs préoccupations, un porte-voix.

2. L'expérience WOUNGNET : TIC et autonomisation des femmes

Lancée en mai 2000 par plusieurs organisations féminines ougandaises, l'ONG WOUNGNET vise à encourager les femmes à utiliser les TIC, à échanger des informations et à aborder les problèmes de manière collective. D'après les résul-

tats du rapport d'évaluation 2003 de WOUGNET – utilisant la Méthodologie d'évaluation du genre pour Internet et les TIC (GEM) de l'APC – les activités du réseau WOUGNET ont eu un impact positif sur la sensibilisation et la participation des femmes aux activités liées aux TIC ; elles ont aussi abouti à un meilleur échange d'information et de mise en réseau entre femmes et organisations féminines. Cependant, ce sont surtout les organisations disposant déjà d'un accès à Internet qui en ont profité, laissant à l'écart la plupart des femmes et des organisations féminines en milieu rural.

Des efforts ont bien été déployés, au travers d'ateliers de sensibilisation, de séminaires, de documents imprimés, etc., pour appuyer les groupes de femmes rurales dans l'exploration des possibilités d'application des TIC à leurs activités, mais sur une petite échelle seulement. Faute de capacités adéquates, les femmes n'ont pas pu explorer tout le potentiel des TIC. Voici quelques contraintes :

- Compétences et connaissances des TIC inadéquates pour pouvoir les utiliser et les appliquer au quotidien.
- Insuffisance de centres TIC permettant aux femmes d'appliquer les TIC à leurs activités.
- Manque de connectivité pour accéder à l'information diffusée en ligne par WOUGNET.
- Information en langue locale insuffisante pour satisfaire les besoins des divers membres.
- Méthodes de diffusion de l'information trop peu diversifiées pour répondre aux attentes des femmes rurales comme des femmes urbaines.
- Compétences techniques imparfaites pour prendre en compte des problèmes de panne d'ordinateur et de maintenance.

Suite à l'évaluation de 2003, l'objectif général de WOUGNET a été repensé et il prévoit dorénavant d'encourager le recours aux TIC par les femmes et leurs groupements, de renforcer les capacités dans l'utilisation et l'application des TIC, et d'élargir les activités afin d'atteindre les femmes en milieu rural. Actuellement, les activités de WOUGNET s'alignent sur le plan stratégique pour 2008-2010 dont le but global est de permettre aux femmes, et à leurs groupements, d'utiliser de manière stratégique et innovatrice les TIC pour un développement durable. Le programme porte sur trois grands domaines : Partage de l'information et mise en réseau ; accompagnement technique ; et, plaider en matière de genre et de politique appliqué aux TIC.

Dans le cadre du programme axé sur le partage de l'information et la mise en réseau, un projet intitulé « Pour un meilleur accès à l'information agricole, grâce aux TIC, dans le district d'Apac », dont l'acronyme anglais est EAAI, a été lancé en 2005 pour promouvoir et améliorer les systèmes d'information et de communication et faciliter ainsi l'accès à l'information agricole pour les agricultrices. Les résultats d'une recherche participative², conduite en 2003, ont démontré que le manque d'information est un facteur-clé restreignant l'accroissement de la productivité dans le district d'Apac. L'étude a révélé que les agricultrices des zones rurales manquaient d'information sur : l'amélioration de la qualité de leurs produits, les semences et les variétés améliorées, les sources d'approvisionnement en intrants/outils, les maladies et les ennemis des cultures, y compris les moyens de les combattre, la gestion des sols et leur conservation, et les techniques culturales améliorées. De ce fait, les agricultrices ont enregistré de faibles niveaux de production et, partant, de moindres recettes, avec comme conséquence un accroissement de la pauvreté.

Le projet EAAI est mené dans 12 paroisses/villages du district d'Apac³. Il a été lancé avec le concours financier du CTA, le Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-UE ; les principaux bénéficiaires du projet sont des groupements de base composés essentiellement d'agricultrices, mais les hommes et les jeunes n'en sont pas, pour autant, exclus. Situé dans la ville d'Apac, le centre d'information de Kubere (KIC) permet de faciliter l'accès aux ressources et à l'information, d'une part, et d'appuyer les projets et les contacts avec les agricultrices, d'autre part. Des contenus agricoles et locaux ont été élaborés et diffusés par le biais de supports diversifiés : radio, messages SMS, bandes audio, cassettes vidéo et CD-ROM. Les contenus sont disponibles en Luo, langue locale, et ainsi diffusés aux agricultrices.

Pour assurer la diffusion d'informations pertinentes et en temps opportun aux agricultrices, le projet EAAI a mis en place une série de stratégies communes. WOUGNET fait équipe avec une radio communautaire d'Apac pour assurer la diffusion d'informations formulées, transcrites et formatées en émissions radiophoniques hebdomadaires. Créée en 1999, Radio Apac couvre le district du même nom et bénéficie d'un bon taux d'écoute communautaire. De plus, WOUGNET s'est engagé dans des partenariats avec des relais d'informations agricoles : Agency for Sustainable Development Initiatives (ASDI*) et Volunteer Efforts for Development



© Dimitra

Concerns (VEDCO) – deux ONG établies à Apac – et le service agronomique du district d'Apac. Un service de questions-réponses a également été mis en place, en collaboration avec l'organisation nationale pour la recherche en agriculture (NARO), qui coordonne le service de questions-réponses du CTA au niveau local, et avec le projet ARENET, le réseau pour la recherche et la vulgarisation agricole de la FAO/NARO qui s'efforce, par le biais d'Internet, de combler le fossé entre chercheurs, agents de vulgarisation et agriculteurs.

En tant que partenaire régional de Dimitra pour l'Afrique de l'Est, WOUGNET a répondu aux préoccupations des femmes rurales dans cinq pays : Éthiopie, Kenya, Somalie, Tanzanie, et l'Ouganda. Conformément au projet global visant à consolider et élargir son réseau en Afrique, à promouvoir l'échange d'information en appuyant les compétences d'information et de communication, et à actualiser

et diffuser l'information relative aux questions de genre et de développement rural, WOUGNET a conclu des partenariats nationaux Dimitra en Éthiopie, au Kenya et en Tanzanie, et a établi des relations potentielles avec la Somalie.

Toutefois, pour chacune de ces initiatives, il reste à WOUGNET à s'attaquer spécifiquement aux questions liées aux disparités de genre quant à l'accès à la terre et leur impact sur les populations rurales d'Afrique.

3. Stratégies d'information et de communication – la marche à suivre

En matière de TIC, il est communément reconnu que la question du genre constitue un obstacle majeur. Pour hommes et femmes, le genre détermine l'accès, l'utilisation et l'application des TIC. En Ouganda, les femmes connaissent et utilisent près de trois fois moins les TIC que les hommes.⁵



La politique nationale en matière de TIC poursuit 14 objectifs qui prévoient d'incorporer la question genre dans les programmes d'information et de communication et dans le développement des TIC. Les stratégies utilisées dans ce but s'articulent comme suit :

- Tenir compte, dans tout programme d'information et de communication, des besoins en information sur le genre et des intérêts spécifiques aux hommes comme aux femmes ;
- Elaborer des mécanismes pour un meilleur accès à l'information des femmes (en milieu rural surtout), afin de réduire la fracture d'information liée au genre ;
- Employer, dans tout programme d'information et de communication, un langage non discriminatoire, tant à l'égard des hommes que des femmes ;
- Veiller à une participation impartiale dans tous les aspects de développement des TIC.

D'après les résultats des recherches de WOUGNET en avril 2008 (cf. plus haut), la radio est le medium le plus efficace pour atteindre les femmes rurales et il est recommandé de l'inclure dans toute stratégie d'information et de communication sur les inégalités liées au genre et leur impact sur les populations rurales d'Afrique.

D'autres recommandations concernent l'importance, pour les femmes rurales, de recevoir des informations pertinentes au meilleur moment de la journée, c'est-à-dire, après avoir accompli la plupart des tâches ménagères ; la mise en place de programmes d'alphabétisation fonctionnelle ; le renforcement des canaux de communication entre femmes rurales et leurs chefs ; et comment faciliter la coordination entre divers intervenants – acteurs de la société civile, diri-

geants des pouvoirs locaux et fonctionnaires – afin qu'ils puissent se rencontrer et s'accorder sur des stratégies communes visant à atteindre femmes et hommes de la base et à recueillir leurs avis.

En vue de consolider les stratégies d'information et de communication en cours, WOUGNET recommande d'appliquer la communication participative pour le développement (CPD). Les principaux intervenants pourraient ainsi réfléchir, ensemble, à un problème communautaire commun, l'examiner selon leurs approches respectives, et parvenir à un objectif commun. Le processus participatif implique que les femmes réfléchissent à leurs objectifs de développement et définissent les besoins en information et en communication qui s'y rapportent. C'est là une bonne occasion pour les femmes rurales d'indiquer comment les TIC pourraient faciliter leur développement.

L'approche CPD s'insurge contre la situation où ce sont des personnes de l'extérieur qui définissent les besoins des femmes en information et la manière de leur transmettre cette information. Il est prouvé que l'approche participative facilite l'autonomisation des bénéficiaires, en plus de leur permettre d'adopter plus volontiers les technologies améliorées qui bénéficieront à leur développement. Cette approche donne aussi l'occasion aux bénéficiaires de participer activement au processus de communication, tout en utilisant les technologies de communication qu'ils ont identifiées. La stratégie prévoit également que les femmes bénéficiaires soient formées à l'emploi de différentes TIC, afin qu'elles puissent travailler, plus tard, dans leurs domaines de prédilection et leurs terrains d'action.

1. 'Working in Gender and Development in the Ugandan context' par Mary Ssonko Nabachwa, doctorante. Le document complet (en anglais) est accessible via le site : http://www.wougnnet.org/Documents/working_in_Gender_and_Development.doc
2. Participatory Research on Information and Communication Technologies for Poverty Reduction in Apac, Northern Uganda. Rapport de WOUGNET présenté à l'Institute@WSIS, 10 décembre 2003, lors du Sommet mondial sur la société de l'Information (WSIS) à Genève, Suisse.
3. Les villages d'Atik, Abedi, Apac, Kungu, Awila, Apoi, Aumi, Agege, Angic, Adyeda, Bar Akalo et Adyang dans les comtés de Maruzi et de Kole.
4. ASDI, <http://www.wougnnet.org/Profiles/asdiug.html>.
5. Tusubira, F. F., Kaggwa I., et Ongora J. (2005), Uganda, paru sous A. Gillward (Ed.), *Towards an African e-Index: Household and Individual ICT Access and Usage across 10 African Countries*. South Africa : The Link Centre, 2005 (chapitre 11). Consulter : www.researchchictafrica.net/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=504

